

Beyond GDP: Progress and Quality of Life



Auteur: Commission ICT

Groupe de rédaction: Diane Louise Lassonde, Bernard Cazaban, Patrick Furrer, Wolf Ludwig, Raymond Morel, Reinhard Riedl, Alain Sandoz, François Wollner

lien: www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/Info-No18-Fr.pdf

Contexte

La Commission ICT de l'Académie Suisse des Sciences Techniques (SATW) s'est occupée, dès leur apparition, des exigences, des opportunités et des risques de la société de l'information (appelée souvent aussi e-society). Elle s'est concentrée en particulier sur les domaines de l'e-education et de l'e-health. En collaboration avec ses partenaires (ICT Switzerland, les Hautes Ecoles Supérieures, la société civile, etc.), le groupe de travail e-society de la Commission ICT a estimé impératif de promouvoir une réflexion approfondie autour du concept de l'e-democracy (2007) et des expressions gouvernance vs. e-gouvernance (2008).

Ceci est d'autant plus nécessaire que la stratégie de l'e-government a été fixée en 2006-2007 comme expression de l'e-government, de l'e-voting, de la cyberadministration et, souvent de façon non pertinente, même comme e-democracy. Et qu'en est-il des définitions de e-citizen, e-society ou d'e-gouvernance?

Au cours des dernières années, nous avons porté nos efforts sur l'organisation de manifestations en vue de la révision de la stratégie parlementaire de la société de l'information (2004), de l'éthique et de l'ICT (2005), de la gestion de l'identité et de la confiance (2006) ainsi

que de democracy vs. e-democracy (2007) et Governance vs e-Governance (2008). Le séminaire «Au-delà du PIB: Progrès et Qualité de vie», conçu et organisé en partenariat avec la Fondation du Devenir (FdD), avait pour objectif de lancer la réflexion sur la vision du progrès et la mesure du bien-être en termes qualitatifs. Elle s'inscrit dans la série des manifestations relatives à la Société de l'information dans la mesure où elle repense les buts et les modalités de fonctionnement de la société à l'aune des nouvelles attentes sociales et des nouveaux paramètres technologiques.

Après deux journées de discussions intensives, selon un schéma connu et apprécié, le lecteur trouvera dans ce document une structure utile selon les directives de la Commission ICT comme aussi les résultats obtenus antérieurement (les recommandations) puis, après les travaux préparatoires suivis d'exemples de diverses contributions lors des ateliers (exposés, études de cas, contributions personnelles des participants, etc.). Finalement, des références bibliographiques accompagnent une vue succincte sur la Commission ICT et sur les objectifs de la SATW. Nous nous permettons, en outre, de faire remarquer que ce document PDF offre de nombreux liens vers les documents complets (power-point) et des références téléchargeables depuis <http://www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200906.pdf>

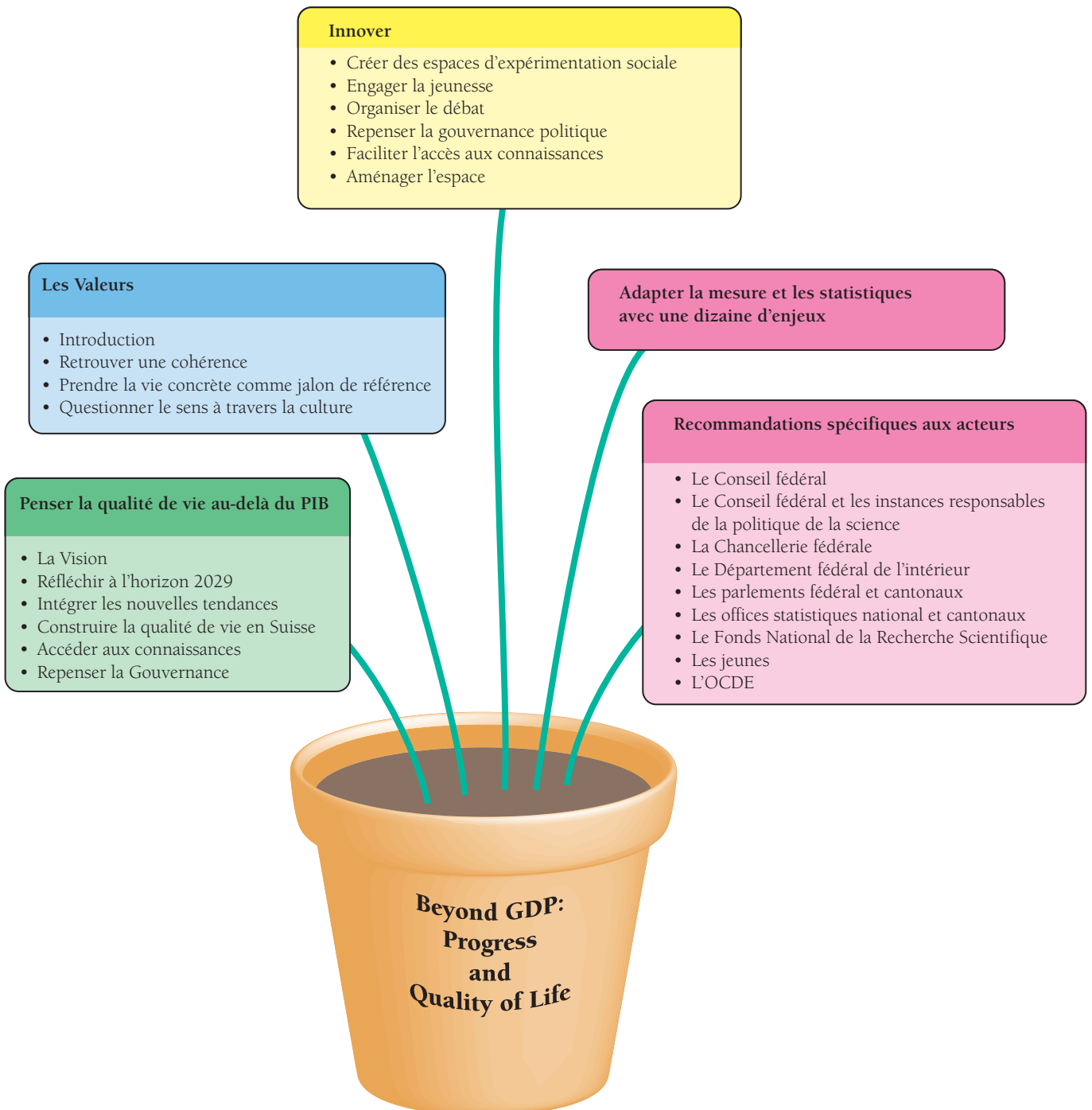
SATW

Schweizerische Akademie der Technischen Wissenschaften
Académie suisse des sciences techniques
Accademia svizzera delle scienze tecniche
Swiss Academy of Engineering Sciences



La Qualité de vie en Suisse

Comme introduites dans l'executive summary de la page 4, les 9 recommandations principales élaborées lors de ce workshop s'articulent selon le schéma ci-dessous.





Les cinq piliers de la qualité de vie

• Environnement

La durabilité, stabilité et sécurité du cadre et des conditions de vie: environnement, climat, énergie, habitat, air, infrastructures, etc.

• Cohésion sociale

Une cohésion sociale forte dans une approche harmonieuse du vivre-ensemble capable de prendre en compte la diversité sociale sous toutes ses formes et de générer des échanges humains de qualité.

• Accès aux biens publics

Un accès mieux partagé aux biens et aux services publics essentiels à la qualité de vie et au bien-être des personnes :

- les services, soins et diverses pratiques de santé;
- une alimentation de qualité;
- une information libre et de qualité;
- l'art et la culture;
- l'éducation et la formation.

• Equilibre personnel

Un meilleur équilibre en termes de temps et de reconnaissance entre vie personnelle, travail rémunéré, engagement social et responsabilités diverses, de sorte à ce que chacun ait le sentiment d'avoir prise sur son existence et de contribuer au bien-être collectif.

• Vie intérieure

Les possibilités concrètes de développer une vie intérieure, créative, spirituelle et artistique, selon la voie privilégiée par chacun pour se réaliser en tant que personne individuelle.

Les stratégies à mettre en œuvre

• **Innover** dans la manière d'aborder les enjeux du futur en anticipant plutôt qu'en réparant, et en visant non seulement une meilleure performance technologique mais la mise au point de solutions sociétales

innovantes issues d'une lecture multidisciplinaire et intersectorielle, et en favorisant des solutions et des technologies d'intérêt commun.

• Mettre en place un dispositif visant à **prendre soin des personnes** et à promouvoir le capital humain de la Suisse par l'**anticipation** des problèmes, la prévention et des réponses adaptées aux besoins de chacun tout au long de son cycle de vie: la famille, les personnes âgées, les jeunes, les personnes fragilisées par la dépression, l'addiction, l'isolement, etc.

• **Investir du temps** et des ressources conséquentes dans la médiation et le dialogue entre les citoyens et entre les générations de manière à créer un climat de compréhension et de paix sociale.

• **Valoriser l'expérience existentielle** et les compétences des personnes dans l'approche de toutes les questions touchant la qualité de vie individuelle et le vivre-ensemble de la communauté, dans un esprit d'expertise partagée.

• Créer les conditions d'une **gouvernance participative** des biens, services et espaces publics ainsi que des dispositifs socio-économiques ayant un impact sur le progrès qualitatif de la société et le bien-être des personnes, en y associant étroitement les jeunes et en utilisant tout le potentiel des technologies libres pour maximiser la participation, la créativité et l'innovation sociale.

• **Redimensionner les politiques publiques** en mettant l'accent sur des mesures qui renforcent la vie communautaire à l'échelon local, les réseaux humains solidaires et la possibilité pour chacun de trouver une activité de subsistance dans son environnement proche.

• Fixer des normes strictes de **protection de l'intérêt public** dans tous les domaines pertinents, notamment environnemental et social, en intégrant des mesures incitatives qui récompensent les bonnes pratiques

plutôt que de mettre l'accent sur la coercition et la pénalisation.

Les atouts de la Suisse pour améliorer la qualité de vie

- Diversité linguistique, culturelle et politique
- Décentralisation et l'existence de relations de coopération entre les différents échelons du territoire
- Culture du consensus bien ancrée qu'il s'agit de renouveler avec les approches et les moyens technologiques nouveaux
- Bon niveau moyen de formation et les compétences en matière de recherche-technologies couplés à la créativité et aux savoir-faire
- Importance accordée à une bonne gestion du capital nature du pays
- Ouverture à l'international, l'engagement citoyen dans la solidarité, l'humanitaire et le pacifisme

Les valeurs de référence

- Le respect des autres, de l'espace privé, de la différence et de la diversité des valeurs, des institutions et de l'autorité
- Les pratiques de démocratie directe faisant appel à la conscience citoyenne et à la responsabilité de chacun vis-à-vis du bien commun
- L'éthique personnelle basée sur l'autocritique, l'humilité, la loyauté, l'entraide, la discipline et l'attachement à la liberté et à la dignité humaine
- Un certain sens de l'humour qui donne la capacité de mettre les choses en perspective

Comment mesurer la qualité de vie

De nombreuses données ont été collectées qui demeurent insuffisamment exploitées. Il convient de les inventorier et de les mettre gratuitement à la disposition de tous par le biais des TIC. Au-delà, il s'avère indispensable de générer de nouvelles données, systématiques et fiables à différentes échelles pour mesurer et/ou évaluer :

- l'utilité et le service rendu dans une perspective de qualité de vie et de progrès sociétal;
- la souffrance / le bien-être des personnes;
- la cohésion sociale / inégalités;
- les compétences et les savoir-faire;
- les ressources humaines et naturelles mobilisées.

La mesure du progrès et de la qualité de vie requiert de nouvelles approches méthodologiques en plus de celles employées actuellement, notamment :

- des approches systémiques capables de faire des analyses en termes de cycle de vie, de transferts inter-générationnels, de métabolisme des ressources, etc.;
- des bilans sectoriels réalisés à diverses étapes clés;
- des «living stat», c'est-à-dire des statistiques librement élaborées par les internautes et les citoyens en-dehors des structures institutionnelles de référence.

A. Penser la qualité de vie au-delà du PIB

La Vision

Depuis plusieurs décennies, la notion de progrès s'est imposée comme étalon de l'évolution de la société avec, comme référence, la seule croissance économique. Le progrès était alors associé à l'élévation du niveau de vie d'une génération à l'autre, et à des possibilités accrues de consommation de biens matériels que la société industrielle s'affairait à produire en suscitant des désirs de posséder sans cesse renouvelés.

La succession des crises environnementales, sociales et financières des dernières années a introduit une rupture dans cette progression de production de biens matériels dont on a cru qu'elle ne s'arrêterait jamais. Aussi, dans maints domaines, a-t-on pu parler de régression,



de «non-progrès» par rapport aux schémas établis. Aujourd'hui, la prise de conscience des limites de ce type de développement ne cesse de croître. Certes, on en reconnaît les bénéfiques mais on commence à voir qu'il n'était pas exempt d'effets pervers dont les conséquences vont se faire sentir à moyen et à long terme.

La menace écologique, le dérèglement du système économique et, surtout, la fragilisation de l'équilibre vital des êtres humains sont aujourd'hui trois grandes préoccupations auxquelles tous les gouvernements, toutes les institutions et tous les citoyens sont appelés à réfléchir. Une autre perspective tend à s'imposer pour formuler des solutions durables à ces défis, celle de la qualité de vie et non plus la seule mesure du PIB. En effet, prendre la qualité de vie comme mesure de référence des politiques publiques et des stratégies économiques est mieux à même d'assurer un juste équilibre entre les différents systèmes qui assurent le bien-être des individus et l'harmonie des sociétés.

Partant de ce point de vue, les participants à la Table ronde de Münchenwiler partagent l'avis que la situation actuelle, vue sa gravité, son étendue et l'interdépendance de ses effets, ne comporte pas de solutions rapides et toutes faites. Elle constitue néanmoins une opportunité de changement radical d'orientation qu'il est urgent de saisir pour transformer les fragilités de la Suisse en force d'innovation afin de construire les bases d'un futur plus durable pour toutes les catégories de citoyens.

Réfléchir à l'horizon 2029

Pourquoi réfléchir au devenir de la Suisse à l'horizon 2029 ?

- Vingt ans suffisent pour que les effets destructeurs des processus en cours déploient leur impact de manière irrémédiable ;
- Vingt ans constitue néanmoins une perspective temporelle raisonnable pour observer des transformations positives SI de nouvelles orientations sont mises en œuvre dès maintenant.

Vingt ans : une échéance clé pour l'action

Il est préférable de construire l'avenir plutôt que d'attendre que les problèmes d'aujourd'hui provoquent des situations irréversibles. D'avis général, il ne faut pas laisser dérapier certains problèmes actuels au risque de graves perturbations sociales dans un avenir proche : la santé, l'emploi, l'intégration, la cohésion sociale et la gouvernance en sont des exemples. Anticiper, préparer l'avenir plutôt que de réparer les pots cassés semblent l'attitude juste à adopter.

Intégrer les nouvelles tendances

- Les technologies du XXI^e siècle
Les technologies de l'information et de la communication, les biotechnologies et d'autres technologies émergentes changent radicalement la donne de l'accès à la connaissance, de la communication entre les humains, de la gouvernance mais aussi le profil des solutions techniques aux problèmes auxquels la société doit faire face. Au-delà du débat pour ou contre la technologie, il apparaît urgent de réfléchir aux enjeux de pouvoir, d'accès, à la liberté de création et aux aspects culturels sous-jacents à l'appropriation des technologies par le plus grand nombre, les jeunes générations en particulier.

- Le temps
Tout va plus vite. Chacun vit l'expérience de l'accélération du temps, de sa contraction, comme si les journées et les nuits ne laissaient plus «d'espaces vides» pour que l'humain recharge ses batteries, entraînant stress, angoisse, peur de ne pas réussir à tout faire et programmation de tous les instants. Il y a quelque chose de pathogène dans la manière de vivre la relation au temps aujourd'hui que le sentiment de désintégration, la perte de contrôle de sa vie et la sur-sollicitation permanente de la société de consommation ne font qu'accentuer.

La santé mentale des individus s'en ressent ; l'intégrité des personnes est fragilisée et, surtout, les effets bénéfiques de l'attente, de l'imagination, de la formulation et de la

construction d'un projet personnel ne jouent plus leur rôle. Tout est déjà donné, déjà là: la satisfaction arrive avant le désir, perversion du mécanisme biologique et psychique de la satisfaction.

La mise en perspective de la manière de vivre le temps fait également remonter à la surface le besoin de revisiter l'histoire collective de la Suisse, de se réapproprier le passé pour mieux préparer l'avenir. Mieux connaître son passé permet d'y puiser les ressources, les idées et les forces nécessaires pour formuler des solutions authentiques et concrètes aux enjeux d'aujourd'hui en tenant compte de la profondeur historique et de la personnalité culturelle de la collectivité. Etre Suisse en 2029, qu'est-ce que cela veut dire: à quel bien-être, à quelles responsabilités et quels rapports aux autres cela correspond?

- La complexité

La société d'aujourd'hui est beaucoup plus complexe que la société d'il y a cinquante ans. L'évolution de la société suisse, sa dynamique de fragmentation et de recomposition, ses interactions avec différents systèmes échappent encore à l'analyse. La complexité ne peut que s'intensifier sous l'effet conjugué des avancées technologiques et de la diversité des stratégies individuelles, dans un contexte où le pluralisme des choix de vie tend à s'imposer. C'est pourquoi la prise de décision doit tenir compte de cette complexité plutôt que de refuser de voir que les conditions cadres ont changé. Même s'il est vain de croire possible de tout maîtriser, il importe que les responsables politiques, les décideurs privés et tous ceux qui assument des responsabilités collectives intègrent la complexité dans leur schéma d'analyse et leurs décisions. De ce point de vue, la qualité de vie représente certes une aspiration aux contours difficiles à cerner; toutefois, avec une approche rigoureuse, ouverte et innovante, il est possible d'approcher au plus près de ce que cela implique pour les citoyens. La complexité ce n'est pas inaccessible à qui veut faire avancer les choses.

- L'intégration européenne et mondiale

La Suisse évolue dans un contexte où la coopération entre pays s'intensifie et où la compétition entre les acteurs économiques revêt de nouvelles formes. Les nouvelles pratiques communautaires font voler en éclats les barrières traditionnelles de nature géographique et socio-professionnelle. Elles imposent de nouveaux modèles d'affaires, de nouveaux modèles politiques, de nouveaux comportements de l'individu dans les collectivités auxquelles il choisit d'adhérer ou qu'il choisit de quitter. La Suisse est contrainte de s'ajuster à cette réalité, à y trouver sa place sans renoncer à son identité. Quelles sont les options viables pour améliorer la qualité de vie à l'échelle européenne; quelle part le débat démocratique doit-il prendre dans le choix des relations avec le monde alentour?

Construire la qualité de vie en Suisse

Si la qualité de vie est une affaire à la fois individuelle et collective, subjective et objective, il revient néanmoins aux secteurs publics la responsabilité de créer les conditions cadres qui permettront aux acteurs concernés d'agir dans le sens d'une meilleure qualité de vie.

Dans la perspective suisse, les fondements d'une qualité de vie partagée par tous les citoyens et d'un mieux-être individuel qui ont été singularisés sont les suivants:

- La durabilité, la stabilité et la sécurité du cadre et des conditions de vie à travers des politiques axées sur l'environnement, le climat, l'énergie, l'habitat et les infrastructures utiles à la collectivité;
- Une cohésion sociale forte dans une approche harmonieuse du vivre-ensemble capable de prendre en compte la diversité sociale sous toutes ses formes et de générer des échanges humains de qualité et dans laquelle la famille, les institutions et le cadre de l'activité économique constituent des jalons de l'organisation sociale;



- Un accès mieux partagé aux biens et aux services publics essentiels à la qualité de vie et au bien-être des personnes, notamment:
 - l'éducation et la formation
 - les services, soins et diverses pratiques de santé
 - la culture et se diverses formes de créativité
 - une alimentation de qualité
 - une information libre et de qualité
- Un meilleur équilibre en termes de temps et de reconnaissance entre vie personnelle, travail rémunéré, engagement social et responsabilités diverses, de sorte à ce que chacun ait le sentiment d'avoir prise sur son existence et puisse s'investir dans l'augmentation du bien-être collectif;
- Les possibilités concrètes de développer une vie intérieure, créative, spirituelle et artistique, selon la voie privilégiée par chacun dans sa quête de réalisation en tant que personne individuelle.

Accéder aux connaissances

- L'accès à la connaissance, la disponibilité des informations, la capacité de les utiliser, voire de les créer selon les besoins des utilisateurs ainsi que les rapports de pouvoir dans la gestion des informations constituent des aspects majeurs des transformations sociétales dont la Suisse est partie prenante. La maîtrise de son destin, personnel et collectif, passe par l'accès à la connaissance et la production de nouvelles informations. Education, formation tout au long de la vie, passerelles entre divers domaines d'expertise et de savoirs, multiples sont les portes d'entrées par lesquelles il convient d'aborder cette question cruciale. Les jeunes sont particulièrement concernés mais pas exclusivement. Dans un souci d'intégration sociale, d'équité et de dynamisme global, les besoins et perspectives de toutes les générations, tous les groupes sociaux doivent être pris en compte. Cela appelle une réflexion renouvelée sur le système d'éducation et de formation, et de profonds changements dans la manière même d'aborder la

question de la formation en relation avec le travail, le développement personnel et l'économie du pays.

- Par ailleurs, les aspects techniques et politiques de la gestion des informations méritent d'être singularisés en raison de leurs effets majeurs sur l'accès à la connaissance: mesures relatives aux licences; patrimoine libre, open source ... et autres sujets nécessitent des discussions pour arriver à un accord sur les conditions dans lesquelles l'accès à la connaissance pour tous pourra véritablement être une réalité.

Repenser la Gouvernance

Les instruments actuels de la gouvernance collective sont-ils adaptés à la poursuite d'une meilleure qualité de vie en Suisse à l'horizon 2029? Il semble que non. Si plusieurs aspects du fonctionnement des institutions sont encore valables aujourd'hui, il en existe d'autres qui mériteraient d'être repensés en profondeur à la lumière des nouveaux enjeux. L'inertie des dispositifs en place nuit à l'indispensable transformation de la société. En Suisse, 45% du PIB est produit par les domaines public et parapublic. La prépondérance du public protège le citoyen dans les périodes de crise mais, d'un autre côté, elle ne facilite pas la remise en cause des manières de faire.

B. Les Valeurs

Introduction

La Suisse d'aujourd'hui vit une forte tension entre la promotion du pluralisme des valeurs dans toutes les sphères de la vie individuelle et collective et la valorisation du consensus comme moyen de fixer les règles du jeu pour tous.

Le respect des autres, de l'espace privé, de la différence et de la diversité des choix de vie, des institutions et de l'autorité d'une part, l'éthique personnelle basée sur l'autocritique, l'humilité, la loyauté, l'entraide, la discipline et l'attachement à la liberté et à la dignité

humaine font partie des valeurs de référence qu'il est jugé important de conserver, voire de cultiver.

En outre, les pratiques démocratiques appellent une conscience citoyenne et un sens des responsabilités de chacun vis-à-vis du bien commun qui supposent une certaine rationalité et la capacité d'intégrer les phénomènes d'interdépendance dans la formulation des stratégies du secteur public.

Retrouver une cohérence

Le besoin de cohérence, voire l'impérieuse nécessité dont plusieurs se font l'écho, est un signe des temps. Pourquoi un tel rappel pressant à la dimension humaine, à l'intégration de toutes les dimensions qui fondent l'humanité de l'homme? La société du progrès illimité aurait-elle fait l'impasse sur le besoin d'unité, de se sentir Soi, qui constitue une des caractéristiques fondamentales du fait psychologique humain? Dans les affaires publiques, le besoin de cohérence s'exprime souvent par une demande de «gros bon sens», de logique toute simple, qui prendrait comme référence la perception que l'individu a de sa vie et non pas une rationalité administrative formulée en termes de services publics et d'outputs qui n'ont pas d'échos directs dans le ressenti des personnes concernées.

Poser la question de la cohérence c'est envisager toutes choses – le travail, l'engagement social, le rapport aux autres, à la nature, la santé, etc. – dans une globalité dont l'humain est partie intégrante et à laquelle il aspire à accéder pour garder le contrôle de sa vie. Long cheminement aux voies multiples, qui varient selon les individus, et que la société doit rendre praticables pour qui le veut.

Prendre la vie concrète comme jalon de référence

Les idéologies tendent à se substituer à une réflexion sur l'homme concret dans ses dimensions physiques, psychiques et spirituelles. Envisager la vie sous l'angle

de la qualité suppose de prendre en compte un être incarné aux prises avec la vie réelle, les inégalités, les doutes, le sentiment d'incomplétude et toutes les limitations propres à la condition humaine. C'est dans ce contexte, et en tenant compte de ces limitations, que la réflexion sur la qualité de vie acquiert sa pertinence car elle ne saurait être décrétée unique pour tous une fois pour toutes. Elle se conquiert, se déplace, se transforme au fur et à mesure que la personne traverse sa propre histoire.

Questionner le sens à travers la culture

Tous les aspects fondamentaux de la qualité de vie sont traversés par la question du sens. L'être humain a besoin de se situer par rapport à lui-même, à sa famille, à sa société, à son histoire, aux autres. Le sens fournit un point de départ pour se projeter dans l'avenir.

La culture a ceci de particulier qu'elle transcende le temps; elle réussit à dépasser la fragmentation de l'individu là où les activités du quotidien tendent à l'émietter. La culture agit comme le lien entre le savoir-être et le savoir-faire. Elle s'offre aussi comme vecteur de communication, créatrice de mémoires et de significations collectives.

La relation entre art et technologie permet de dépasser les obstacles qui s'opposent au développement d'une culture authentique au XXI^e siècle. Alors même que l'offre culturelle semble se rétrécir, de nouvelles modalités apparaissent qui font appel à de nouveaux processus créatifs. La culture sert à se connecter avec autrui. La médiation culturelle devient une dimension à part entière de l'appropriation de la culture. La démocratisation de la culture sert de fondement et de légitimité à la création de sens collectif. La culture sert aussi d'ancrage au sens qu'elle permet de valoriser les richesses immatérielles de la Suisse et d'intégrer son patrimoine et sa diversité dans la fabrication de nouvelles identités en phase avec le monde d'aujourd'hui.



C. Innover

Innover est la condition sine qua non pour créer un mieux être individuel et un mieux-vivre collectif à l'horizon 2029. A des défis nouveaux dans un contexte changeant, la société répond par une nouvelle dynamique. Si le passé sert d'assise à la société, son devenir se construit avec les forces du présent.

Créer des espaces d'expérimentation sociale

Plutôt que de poursuivre des visions abstraites pour planifier le futur, il semblerait plus fécond de l'aborder sous l'angle de l'expérimentation concrète de nouvelles manières d'être et d'agir. Laisser libre cours aux expérimentations suppose de prendre le parti du risque, de la gageure et faire confiance aux personnes engagées dans l'action. Cela suppose également, de la part de décideurs publics et privés, de ne pas avoir peur du risque, du dialogue, de l'ouverture et de s'y engager de manière conséquente et sur une période de temps suffisamment longue pour que les processus mûrissent et produisent leurs effets à terme.

Engager la jeunesse

Les jeunes d'aujourd'hui sont tout particulièrement concernés par la question de la qualité de vie: le monde de demain se fera avec eux, par eux et pour eux. Les autres acteurs de la société ont également un grand rôle à jouer dans la transformation de la société car leur savoir, leur expérience et leurs conseils sont indispensables pour accompagner cette démarche et éviter aux jeunes de réinventer la roue. Il s'agit aussi de donner aux jeunes des moyens adéquats pour soutenir leur démarche tout en leur laissant le choix des modes d'accompagnement.

Organiser le débat

Dans une société démocratique, la légitimité vient en partie du large débat autour des stratégies des pouvoirs publics. Aussi, il convient de faciliter la participation de tous et de se donner les moyens de communiquer

pour stimuler le débat public. Engager un dialogue interdisciplinaire à partir des réalités du terrain permet de décloisonner les vues, d'enrichir les perspectives.

Chacun détient une part d'expertise sur ce qui a trait à sa vie, son travail et ses relations à la collectivité. C'est dans ce sens que chacun doit être appelé à s'exprimer, à faire valoir son point de vue et à le discuter à la lumière d'informations et d'analyses de qualité susceptibles de conforter ou, au contraire, de contredire sa position de départ. Une approche trans-générationnelle du débat permet de tirer parti de chaque âge de la vie avec ses forces, sa fragilité et sa richesse. Bien qu'il n'existe pas de solutions miracles et instantanées qui seraient l'apanage de quelques personnes éclairées, le seul fait d'écouter les autres formuler leur diagnostic de la situation soulève de nouvelles questions et enrichit le débat. Il favorise l'expression d'autres modes de pensée comme alternative au système cartésien dominant. L'importance est d'abord et avant tout que les bonnes questions soient posées et que l'on ne renonce pas à la difficulté de la tâche en se disant que l'objectif, la qualité de vie, est inaccessible.

L'exigence d'élargir le débat invite les initiateurs à porter l'esprit de Münchenwiler au-delà de la manifestation elle-même et d'en poursuivre la dynamique par d'autres moyens et d'autres canaux.

Repenser la gouvernance politique

La classe politique est aujourd'hui perçue comme un monde à part, cloisonné, aux modes de fonctionnement conservateurs, dépassé par le pouvoir de la machinerie administrative devenue autonome et incontrôlable.

Face aux responsabilités qui incombent aux représentants politiques dans les changements à mettre en œuvre, il s'avère urgent de proposer de nouveaux modes d'application de la gouvernance qui s'appuieraient sur les valeurs partagées pour formuler de nouveaux critères de performance, par exemple dans le domaine de la régulation financière ou de la redistribution des richesses, à l'horizon 2029.

Faciliter l'accès aux connaissances

Les bouleversements introduits par la société de la connaissance doivent être pris en compte dans la réflexion sur les alternatives aux systèmes de formation existant en Suisse. La liberté et l'accessibilité à la connaissance devraient être garantis. Les relations université – entreprise mériteraient d'être confortées dans l'idée de lier davantage la réflexion à l'application et à la production lorsque cela est avantageux pour la science et contribue aux mieux-être des personnes.

La connaissance a aussi une toute autre dimension: celle d'un savoir-être et d'un savoir-faire social. De ce point de vue, chacun d'entre nous a théoriquement un statut d'expert. La prise en compte de ces savoirs dans le débat revalorise le statut des individus et leur confère une véritable utilité sociale qui joue un rôle intégrateur important.

Aménager l'espace

L'espace de vie, de travail, de production constitue le fondement de la survie, de la vie et de l'épanouissement des individus dans la société suisse. Face aux défis environnementaux, un effort urgent et attentif doit être fait pour optimiser l'utilisation de ressources spatiales et naturelles rares et précieuses dans une optique d'amélioration de la qualité de vie, du bien-être et de la durabilité. Au moins deux exigences concomitantes méritent d'être prises en compte: définir ce qui relève de l'intérêt général et le distinguer de ce qui relève de la spéculation foncière en préservant les espaces d'intérêt public d'une part; de l'autre, planifier l'allocation et l'usage des espaces naturels en tenant compte des divers besoins en compétition: habitat, commerce, industrie, développement urbain, agriculture, tourisme, loisirs et sports, protection de la nature.

D. Adapter la mesure et les statistiques

Formuler une vision sur la qualité de vie suppose de disposer d'indicateurs subjectifs et objectifs compatibles avec les facteurs de durabilité de la Suisse en tant que pays, société, culture et système économique. Cela implique également une certaine perspective de départ: celle d'un pays qui a déjà atteint un très haut niveau de vie et qui jouit déjà de conditions très favorables à l'épanouissement de chacun. Ces acquis ne sont toutefois pas irréversibles. La dégradation de la situation et les effets des choix passés pèsent en effet sur le futur du pays.

La disponibilité de statistiques pertinentes, fiables, utilisables et complètes pour l'ensemble des groupes sociaux du pays joue un rôle important dans la possibilité même de débattre de la question de la qualité de vie.

A cet égard, différents enjeux sont à souligner:

- l'utilisation de moyens de communication numériques pour diffuser les données statistiques d'une manière innovante et compréhensible par le grand public;
- la valorisation de l'immense réservoir de données peu ou pas valorisées;
- l'identification des usagers potentiels des données au-delà des cercles traditionnels de décideurs publics et privés;
- la mise en place de modalités de diffusion des données selon une circulation bottom-up et pas seulement top-down;
- la réflexion sur les manières de formater les données pour en augmenter la lisibilité et l'utilité pour le plus grand nombre;
- le souci d'obtenir des données qualitatives reflétant le point de vue des gens sur les changements vécus;
- la standardisation des définitions;
- les fondements des modélisations statistiques



- le lancement de nouvelles recherches de données susceptibles d'éclairer le débat sur la qualité de vie, en particulier les données sur les dimensions subjectives et sociales;
- l'interprétation des données et le cadre d'analyse qui leur sert de référence.

E. Recommandations spécifiques aux acteurs

Les débats qui se sont déroulés lors de la Table ronde de Münchenwiler ont donné lieu à quelques recommandations précises adressées à des acteurs spécifiques, notamment:

Le Conseil fédéral

Mettre sur pied une Commission fédérale chargée de redéfinir le rôle du service public notamment en vue de répondre au besoin de nouvelles interfaces entre la gestion du bien public et la génération de biens communs. Cette commission devrait aussi examiner les relations entre le secteur public et le secteur privé.

Le Conseil fédéral et les instances responsables de la politique de la science

Mettre sur pied un Forum national réunissant toute la variété d'acteurs locaux, cantonaux et fédéraux, ainsi que les instances scientifiques compétentes, visant à redéfinir le sens et la portée de la subsidiarité dans le contexte changeant de la société de l'information. Ce forum devrait identifier les opportunités d'amélioration et de diversification de la gouvernance de proximité, de son adaptation à l'émergence de nouvelles communautés d'intérêt et de groupes de développement.

La Chancellerie fédérale

Dans le cadre des travaux sur la e-gouvernance, nous recommandons d'ouvrir un volet spécifique sur les voies

et les moyens pour mieux tirer parti d'internet et des outils technologiques pour renforcer la participation civique et démocratique et améliorer et intensifier les échanges et la qualité du dialogue démocratique.

Le Département fédéral de l'intérieur

Donner mandat à l'Office fédéral de la statistique pour établir un inventaire des enquêtes et données existantes permettant de mesurer la qualité de la gouvernance aux niveaux local, régional et fédéral – ainsi qu'un catalogue des enquêtes et données non existantes qui seraient nécessaires pour établir un bilan de la gouvernance et le suivi du progrès dans ce domaine d'ici 2029.

Les parlements fédéral et cantonaux

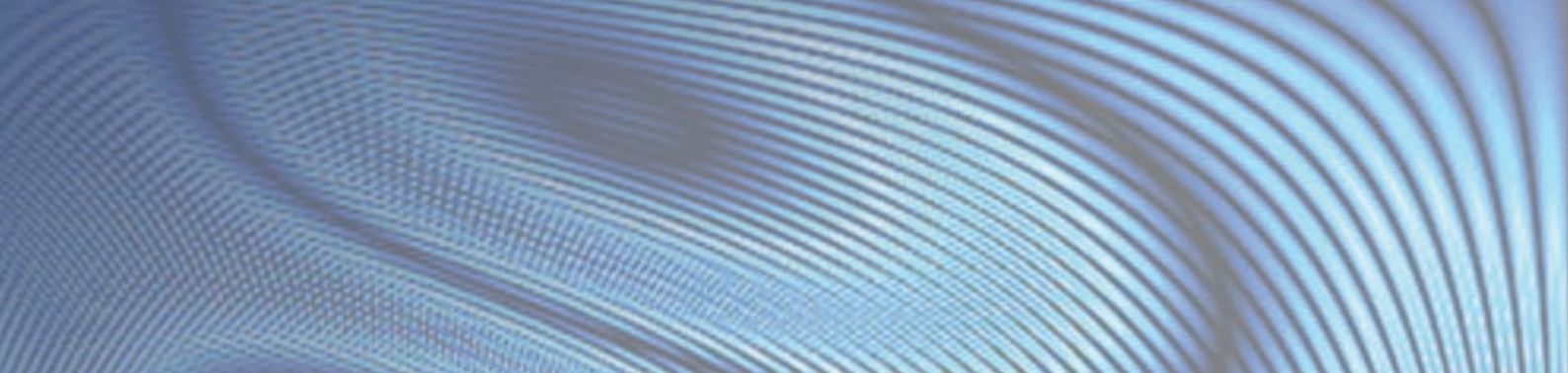
La table ronde a constaté un besoin aigu de décloisonner les structures politiques, lesquelles ne seront bientôt plus à même de répondre aux besoins d'une Suisse en changement. Nous recommandons donc au parlement fédéral et aux parlements cantonaux d'ouvrir un débat structuré sur l'adéquation entre les structures politiques existantes et les défis que la Suisse doit affronter d'ici 2029.

Les offices statistiques national et cantonaux

Nous recommandons la création de centres de compétence pour une visualisation et une communication participative des statistiques en relation avec les clients des offices qui demandent ce type d'information.

Le Fonds national de la recherche scientifique

La table ronde a constaté que les mutations actuelles de notre société, et en particulier l'avènement de la société de l'information, entraînent un renforcement du sens du partage et tendent à stimuler la mobilité; elles entraînent néanmoins aussi des risques de manipulation et de nouvelles formes d'inégalités.



Nous recommandons dès lors de mettre sur pied un programme national de recherche sur les opportunités et défis que rencontre et rencontrera à l'avenir la Suisse en matière de cohésion sociale dans les contextes de la société de l'information et de la globalisation.

Les jeunes

Nous recommandons d'inclure le domaine des «living statistics» dans l'auto-formation de la présente génération de natifs de l'internet et dans celle des suivantes, par exemple en ouvrant l'espace des données statistiques publiques et en y organisant des compétitions de type «palme d'or de statistiques», etc.

L'OCDE

Nous recommandons d'augmenter, à travers les canaux officiels (seco/Délégation suisse auprès de l'OCDE), le niveau d'information sur des sujets d'actualité qu'ils soient économiques, sociaux, scientifiques, ou autres.

Conclusion

À part ces synergies qui ont amené des discussions fructueuses, trois éléments nécessitent une attention particulière :

- les contributions résumées de nos invités après la partie des recommandations, soulignent les requêtes ;
- il est intéressant de se reporter sur l'évolution de la compréhension des participants par rapport aux thèmes de l'atelier (voir les réponses sur les questions préalables) comme la qualité, la portée et l'ampleur des recommandations finales ;
- la série des 9 recommandations principales.

Grâce aux efforts de nos invités, des participants et des experts de l'atelier, nous sommes fiers de vous présenter ce rapport dont nous souhaitons une grande diffusion,

de nouvelles discussions et une meilleure compréhension du thème «Beyond GDP: Progress and Quality of Life».

Ces recommandations s'adressent à tous les acteurs sociaux car les bouleversements numériques sont inévitables. Tous les domaines de la société doivent se positionner positivement face à ces exigences afin de conserver notre faculté d'atteindre la solidarité démocratique, d'utiliser nos chances, de les vivre au mieux et de nous protéger contre des déviations possibles qui sont liées à l'introduction de technologies nouvelles. La question «Progress and Quality of Life» à l'époque du numérique revêt une importance centrale. Les recommandations du séminaire attachent une valeur particulière au développement futur d'une société démocratique qui reste ouverte et qui place l'homme au centre de ses préoccupations.

Avec **a^o** (Akademien der Wissenschaften Schweiz, à laquelle appartient la SATW) et dans l'année qui suit le succès d'Informatica08, nous espérons que vous participerez à la réalisation de notre société de l'information de façon que l'e-democracy et l'e-society se complètent conformément aux traditions de notre pays.

Nos remerciements sincères à tous les participants à l'atelier et à nos lecteurs.

Raymond Morel
Président de
la Commission ICT
de la SATW

Décembre 2009

Publications

Hors-série : Pré-étude pour un Living Lab « e-Inclusion »
www.ict-21.ch/com-ict/spip.php?rubrique42

N° 18 Beyond GDP: Progress and Quality of Life, juin 2009,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200906.pdf

N° 17 Digital Inclusion: Direct Democracy and e-Participation, mars 2009,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200903.pdf

N° 16 ICT & School Organisation, décembre 2008,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200812.pdf

N° 15 Governance vs e-Governance, novembre 2008,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200811.pdf

N° 14 Contribution à la stratégie e-Health en Suisse, décembre 2007,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200712.pdf

N° 13 Initial Teacher Education in the MITIC Aera, novembre 2007,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200711.pdf

N° 12 ICT and Management of Major Industrial Risks, janvier 2006,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/CB200601.pdf

N° 11 Democracy vs e-democracy, octobre 2007,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200710.pdf

Hors-série: Société de l'information en Suisse
– Informationsgesellschaft Schweiz – Società

dell'informazione in Svizzera – Information Society in Switzerland, juin 2007,

www.ict-21.ch/spip.php?rubrique60

N° 10 Identity Management & Trust, novembre 2006,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200611.pdf

N° 9 eHealth – plan d'actions, octobre 2006,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200610.pdf

N° 8 LifeLong Learning, septembre 2006,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200609.pdf

Hors-série: Proceedings of the 1. National Strategic eHealth Conference, Worblaufen 18th of May 2006,

www.ict-21.ch/com-ict/article.php3?id_article=345

N° 7 Piloting Pedagogical Projects, novembre 2005,

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200511.pdf

N° 6 Ethics, octobre 2005

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200510.pdf

N° 5 F-ONE, octobre 2004

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200410.pdf

N° 4 Competencies Referential(s), septembre 2004

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200409.pdf

N° 3 F3-MITIC, mai 2003

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200305.pdf

N° 2 e-Society, novembre 2004

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/mun200411.pdf

N° 1 Abstracts EKS Forum, décembre 2003 (WSIS)

www.ict-21.ch/com-ict/IMG/pdf/gen200312.pdf

PORTRAIT DE LA SATW

Science et technique pour le bien-être de la société

L'Académie suisse des sciences techniques (SATW) réunit personnes, institutions et sociétés professionnelles actives dans les sciences techniques et leurs applications. Elle soutient la technique pour le bien-être de la société et renforce la compréhension de la société envers la technique. La SATW est politiquement neutre et dénuée de but commercial. Elle compte environ 240 membres individuels et 60 sociétés membres.

L'Académie mobilise des groupes de travail dans différents domaines spécialisés. Ces groupes élaborent des études et des recommandations et organisent des manifestations interactives. La SATW entretient des commissions spécialisées permanentes dans les domaines des sciences biologiques appliquées, de l'énergie, de la technologie de l'information et de la communication, de la nanotechnologie, de l'éthique et de la technique, de la technique et de la société ainsi que des relations étrangères.

SATW

Schweizerische Akademie der Technischen Wissenschaften
Académie suisse des sciences techniques
Accademia svizzera delle scienze tecniche
Swiss Academy of Engineering Sciences



Mitglied der
Akademien der Wissenschaften Schweiz